

**PREFET DU NORD**

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf : DCPI-BICPE/CB

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A.S PHOENIX TRAILSID des  
prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de  
son établissement situé à DUNKERQUE**

**Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie**  
**Préfet du Nord**  
**Officier de la légion d'Honneur**  
**Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2003 autorisant la S.A. GAGNERAUD INDUSTRIES à exploiter une unité de valorisation de laitiers à DUNKERQUE et SAINT POL SUR MER ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2011 imposant à la S.A. GAGNERAUD INDUSTRIES des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé sur le territoire des communes de DUNKERQUE et SAINT POL SUR MER ;

Vu le dossier de réexamen transmis par la société PHOENIX SERVICES FRANCE - Site TRAILSID à la Préfecture du Nord en date du 5 décembre 2014 ;

Vu le rapport du 1er octobre 2015 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 17 novembre 2015 ;

Considérant que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique n° 3532 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles du BREF I&S ;

Considérant que ces points ont été actés par le Préfet du Nord par courrier du 6 juin 2014 suite à la proposition motivée de l'exploitant en date du 5 novembre 2013 ;

Considérant que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF I&S ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 8 mars 2012 ;

Considérant donc que conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives au BREF I&S ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

L'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2011 autorisant la société PHOENIX SERVICES FRANCE, dont le siège est situé 293 avenue de Polonia - CS 30200 - 62254 HENIN BEAUMONT, à poursuivre l'exploitation de ses installations sur le Site TRAILSID situé Port 2773 - 2773 Route du Fossé Défensif - 59 140 DUNKERQUE, est complété par les dispositions précisées dans les articles suivants.

### Article 2 - Actualisation des installations classées exploitées

Le tableau ci-dessous actualise les installations classées exploitées par la société PHOENIX SERVICES FRANCE sur son site TRAILSID de DUNKERQUE. Il annule et remplace le tableau de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2011 :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Classement
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10t/j	Traitement de laitiers sidérurgiques.  La capacité annuelle de traitement est égale à 300 000 tonnes	A
3532 (principale)	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : traitement du laitier.	Traitement de laitiers sidérurgiques.  La capacité annuelle de traitement est égale à 300 000 tonnes	A
2515-1	Installation de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que ceux visés par d'autres rubriques et par la rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant supérieure à 550 kW	Broyage, concassage, criblage,, mélange de laitiers de haut-fourneau, de déchets de démolition issus des activités du BTP, de chaux calciques et de liants. Concassage/criblage : 1 870 kW Centrale ternaire : 260 kW Puissance totale maximale installée: 2 130 kW	A

A : Autorisation

La société fait partie des établissements dit « IED », visés par la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement :

- 1 - la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique n° 3532 ;
- 2 - les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles issues du BREF I&S.

### Article 3 - Démarche IED : Réexamen périodique

En application de l'article R 515-71 du Code de l'Environnement, l'exploitant adresse au Préfet du Nord, les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales.

Conformément à l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen comporte :

- Des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :
  - Les mentions des procédés de fabrication, des matières utilisées et des produits fabriqués ;
  - Les cartes et plans ;
  - L'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
  - Les compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68.
- L'analyse du fonctionnement depuis le dernier réexamen ou, le cas échéant, sur les dix dernières années. Cette analyse comprend :
  - Une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
  - Une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement :
    - L'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;
    - La surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue à l'article R. 515-60 ;
    - Un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
- La description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété, conformément à l'article R.515-68 du Code de l'Environnement, d'une demande de dérogation comprenant :

- une évaluation montrant que l'application des conclusions MTD entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :
  - a) De l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ; ou
  - b) Des caractéristiques techniques de l'installation concernée.

Cette évaluation compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions des conclusions MTD aux bénéfices attendus pour l'environnement. Elle analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées aux a et b ci-dessus.

- l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement (en cas de dérogation, une ERS quantitative est attendue).

#### Article 4 – Cessation d'activité

Les prescriptions de l'article 34.3 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2011 sont remplacées par les prescriptions ci-dessous :

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R. 515-75 du Code de l'Environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R. 512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés CLP. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère par du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

Si l'installation a été à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges CLP, l'exploitant propose également dans ce mémoire de notification les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le mémoire justificatif de non remise du rapport de base transmis le 5 décembre 2014. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 512-30 et R. 512-39-2. Le Préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

#### Article 5 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement.

#### Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

#### Article 7 : Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DUNKERQUE,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de DUNKERQUE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,

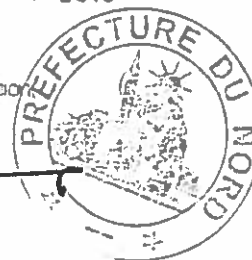
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord ([www.nord.gouv.fr](http://www.nord.gouv.fr) rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le 27 JAN. 2016

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Gilles BARSACQ



11/11/11

1. The first part of the report discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that this is crucial for ensuring the integrity of the financial system and for providing a clear audit trail. The report also highlights the need for regular reviews and updates to the records to reflect any changes in the data.

2. The second part of the report focuses on the challenges faced by organizations in implementing effective record-keeping systems. It identifies several key areas where difficulties arise, such as the lack of standardized procedures, inadequate training for staff, and the complexity of integrating different data sources. The report suggests that these challenges can be overcome through the adoption of best practices and the use of modern technology.

3. The third part of the report provides a detailed analysis of the current state of record-keeping in various sectors. It compares the practices of different organizations and identifies common trends and patterns. The report also discusses the impact of external factors, such as regulatory changes and technological advancements, on the evolution of record-keeping systems.

4. The final part of the report offers recommendations for improving record-keeping practices. It suggests that organizations should establish clear policies and procedures, provide ongoing training for staff, and invest in robust information systems. The report also emphasizes the importance of collaboration and information sharing between different organizations to promote best practices and ensure the overall quality of the financial system.

5. The first part of the report discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that this is crucial for ensuring the integrity of the financial system and for providing a clear audit trail. The report also highlights the need for regular reviews and updates to the records to reflect any changes in the data.

6. The second part of the report focuses on the challenges faced by organizations in implementing effective record-keeping systems. It identifies several key areas where difficulties arise, such as the lack of standardized procedures, inadequate training for staff, and the complexity of integrating different data sources. The report suggests that these challenges can be overcome through the adoption of best practices and the use of modern technology.

7. The third part of the report provides a detailed analysis of the current state of record-keeping in various sectors. It compares the practices of different organizations and identifies common trends and patterns. The report also discusses the impact of external factors, such as regulatory changes and technological advancements, on the evolution of record-keeping systems.

8. The final part of the report offers recommendations for improving record-keeping practices. It suggests that organizations should establish clear policies and procedures, provide ongoing training for staff, and invest in robust information systems. The report also emphasizes the importance of collaboration and information sharing between different organizations to promote best practices and ensure the overall quality of the financial system.